



- 1850-1900
- AFRIQUE DU SUD
- 03-SOCIÉTÉ
- SOCIÉTÉ
- DISCRIMINATION
- INDE
- 05-POUVOIR
- POUVOIR
- LIBERTÉ
- 05-POUVOIR
- POUVOIR



- 1850-1900
- AFRIQUE DU SUD
- 03-SOCIÉTÉ
- SOCIÉTÉ
- DISCRIMINATION
- INDE
- 05-POUVOIR
- POUVOIR
- LIBERTÉ
- 05-POUVOIR
- POUVOIR



- 1850-1900
- AFRIQUE DU SUD
- 03-SOCIÉTÉ
- SOCIÉTÉ
- DISCRIMINATION
- INDE
- 05-POUVOIR
- POUVOIR
- LIBERTÉ
- 05-POUVOIR
- POUVOIR



- 1850-1900
- AFRIQUE DU SUD
- 03-SOCIÉTÉ
- SOCIÉTÉ
- DISCRIMINATION
- INDE
- 05-POUVOIR
- POUVOIR
- LIBERTÉ
- 05-POUVOIR
- POUVOIR



## Franchise Amendment Bill

À l'époque de l'arrivée de Gandhi en Afrique du Sud, l'attitude nationale anti-indienne croissante s'était étendue au Natal. Le droit à l'autonomie gouvernementale avait été accordé au Natal en 1893 et les hommes politiques étaient de plus en plus pressés d'adopter une législation visant à contenir la "menace marchande". Deux projets de loi ont été adoptés au cours des deux années suivantes, restreignant considérablement la liberté des Indiens. L'Immigration Law Amendment Bill stipule que tout Indien doit retourner en Inde à la fin d'une période d'engagement de cinq ans ou être réengagé pour deux années supplémentaires. S'il refuse, il doit s'acquitter d'une taxe annuelle de 3 livres sterling. Le projet de loi est entré en vigueur en 1895. Un projet de loi d'amendement sur les droits de vote (Franchise Amendment Bill) a également fait son apparition en 1894. Il visait à limiter le droit de vote aux Indiens qui avaient le droit de vote. Bien qu'ils ne soient que 300, contre 10 000 électeurs blancs, le projet de loi suscite l'indignation des dirigeants indiens. Ils ont décidé de contester la mesure par tous les moyens à leur disposition. (...)

Source : [overcomingapartheid.msu.edu](http://overcomingapartheid.msu.edu)



## Franchise Amendment Bill

À l'époque de l'arrivée de Gandhi en Afrique du Sud, l'attitude nationale anti-indienne croissante s'était étendue au Natal. Le droit à l'autonomie gouvernementale avait été accordé au Natal en 1893 et les hommes politiques étaient de plus en plus pressés d'adopter une législation visant à contenir la "menace marchande". Deux projets de loi ont été adoptés au cours des deux années suivantes, restreignant considérablement la liberté des Indiens. L'Immigration Law Amendment Bill stipule que tout Indien doit retourner en Inde à la fin d'une période d'engagement de cinq ans ou être réengagé pour deux années supplémentaires. S'il refuse, il doit s'acquitter d'une taxe annuelle de 3 livres sterling. Le projet de loi est entré en vigueur en 1895. Un projet de loi d'amendement sur les droits de vote (Franchise Amendment Bill) a également fait son apparition en 1894. Il visait à limiter le droit de vote aux Indiens qui avaient le droit de vote. Bien qu'ils ne soient que 300, contre 10 000 électeurs blancs, le projet de loi suscite l'indignation des dirigeants indiens. Ils ont décidé de contester la mesure par tous les moyens à leur disposition. (...)

Source : [overcomingapartheid.msu.edu](http://overcomingapartheid.msu.edu)



## Franchise Amendment Bill

À l'époque de l'arrivée de Gandhi en Afrique du Sud, l'attitude nationale anti-indienne croissante s'était étendue au Natal. Le droit à l'autonomie gouvernementale avait été accordé au Natal en 1893 et les hommes politiques étaient de plus en plus pressés d'adopter une législation visant à contenir la "menace marchande". Deux projets de loi ont été adoptés au cours des deux années suivantes, restreignant considérablement la liberté des Indiens. L'Immigration Law Amendment Bill stipule que tout Indien doit retourner en Inde à la fin d'une période d'engagement de cinq ans ou être réengagé pour deux années supplémentaires. S'il refuse, il doit s'acquitter d'une taxe annuelle de 3 livres sterling. Le projet de loi est entré en vigueur en 1895. Un projet de loi d'amendement sur les droits de vote (Franchise Amendment Bill) a également fait son apparition en 1894. Il visait à limiter le droit de vote aux Indiens qui avaient le droit de vote. Bien qu'ils ne soient que 300, contre 10 000 électeurs blancs, le projet de loi suscite l'indignation des dirigeants indiens. Ils ont décidé de contester la mesure par tous les moyens à leur disposition. (...)

Source : [overcomingapartheid.msu.edu](http://overcomingapartheid.msu.edu)



## Franchise Amendment Bill

À l'époque de l'arrivée de Gandhi en Afrique du Sud, l'attitude nationale anti-indienne croissante s'était étendue au Natal. Le droit à l'autonomie gouvernementale avait été accordé au Natal en 1893 et les hommes politiques étaient de plus en plus pressés d'adopter une législation visant à contenir la "menace marchande". Deux projets de loi ont été adoptés au cours des deux années suivantes, restreignant considérablement la liberté des Indiens. L'Immigration Law Amendment Bill stipule que tout Indien doit retourner en Inde à la fin d'une période d'engagement de cinq ans ou être réengagé pour deux années supplémentaires. S'il refuse, il doit s'acquitter d'une taxe annuelle de 3 livres sterling. Le projet de loi est entré en vigueur en 1895. Un projet de loi d'amendement sur les droits de vote (Franchise Amendment Bill) a également fait son apparition en 1894. Il visait à limiter le droit de vote aux Indiens qui avaient le droit de vote. Bien qu'ils ne soient que 300, contre 10 000 électeurs blancs, le projet de loi suscite l'indignation des dirigeants indiens. Ils ont décidé de contester la mesure par tous les moyens à leur disposition. (...)

Source : [overcomingapartheid.msu.edu](http://overcomingapartheid.msu.edu)

